

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## EMBARGO

Le contenu du présent rapport ne doit pas être cité,  
ni résumé dans la presse, à la radio ou à la télévision  
avant le **3 octobre 2000**  
à **22 heures TU**

TAD/INF/2856  
3 octobre 2000

## SELON LES PRÉVISIONS DE LA CNUCED, LE VOLUME MONDIAL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS DEVRAIT DÉPASSER 1 000 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les plus grandes sociétés transnationales du monde enregistrent une croissance rapide;
- les entreprises de l'Union européenne occupent une place dominante dans les opérations internationales de fusion-acquisition,
- l'investissement aux États-Unis augmente

---

Après avoir atteint l'année précédente le total déjà impressionnant de 865 milliards de dollars des États-Unis, les entrées d'investissement étranger direct (IED)<sup>1</sup> émanant de sociétés transnationales<sup>2</sup> pourraient bien dépasser les 1 000 milliards cette année, selon le ***World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*** (Rapport sur l'investissement dans le monde 2000 : les fusions-acquisitions internationales et le développement, ci-après

---

<sup>1</sup> Les investissements étrangers directs désignent les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans une entreprise résidente d'une autre économie aux fins d'exercer un contrôle sur leur gestion. Ils s'inscrivent dans une relation à long terme traduisant l'intérêt durable de l'investisseur pour l'entité étrangère concernée.

<sup>2</sup> Une "société transnationale" se compose d'une entreprise mère et de ses entreprises affiliées à l'étranger: l'entreprise mère contrôle par définition les avoirs d'une ou plusieurs autres entités dans un ou plusieurs pays autres que son pays d'origine, en général par le biais d'une participation à leur capital. La détention d'au moins 10 % du capital est habituellement considérée comme un seuil pour l'exercice d'un contrôle sur les actifs.

dénommé

le Rapport)<sup>3</sup>, qui paraît aujourd'hui.

"Les fusions et acquisitions internationales, notamment l'acquisition par des investisseurs étrangers d'entreprises publiques faisant l'objet d'une privatisation, poussent le volume des investissements étrangers vers de nouveaux records", constate le Secrétaire général de la CNUCED, Rubens Ricupero. Le principal auteur du **World Investment Report 2000 (WIR 2000)**, Karl P. Sauvant, ajoute quant à lui : "Un marché mondial des entreprises est en formation. Les ventes et achats internationaux d'entreprises atteignent une ampleur sans précédent".

Les entrées d'IED dans les pays développés se sont montées à 636 milliards de dollars l'année passée (après 481 milliards en 1998), alors que dans les pays en développement elles atteignaient 208 milliards de dollars (contre 179 milliards en 1998). Pour l'année 1999, le total des ventes effectuées dans le monde par des entreprises étrangères affiliées à des sociétés transnationales s'est élevé à 14 000 milliards de dollars (contre 3 000 milliards en 1980), soit près du double du volume mondial des exportations (tableau 1).

M. Ricupero constate que : "la présence des sociétés transnationales – actuellement au nombre de quelque 63 000 et contrôlant environ 700 000 affiliées étrangères – dans la production internationale s'étend désormais à pratiquement tous les pays et toutes les branches d'activité économique, ce qui leur confère un poids énorme dans l'économie mondiale d'aujourd'hui".

Comme il est indiqué dans le **WIR 2000**, les locomotives de la production internationale sont les 100 premières sociétés transnationales non financières du monde en termes d'avoirs à l'étranger, qui en détiennent plus de 2 000 milliards et emploient plus de 6 millions de personnes dans leurs affiliées étrangères. Elles recourent toujours plus aux fusions et acquisitions pour accroître le total de leurs investissements directs à l'étranger.

Les IED constituent la principale source de financement extérieur pour nombre de pays en développement, lesquels ont pu constater ces dernières années – en particulier en temps de crise financière – que cette source était plus stable que les investissements de portefeuilles et les prêts bancaires. Les gouvernements savent à quel point il importe d'attirer les IED et le **WIR 2000** indique que partout dans le monde les économies s'ouvrent pour encourager les flux d'échange, de technologie, d'information, d'investissement et de ressources financières.

---

<sup>3</sup> Le **World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development** (numéro de vente : E.00.II.D.20, ISBN 92-1-112490-5) peut être obtenu au prix de 49 dollars, et au taux préférentiel de 19 dollars dans les pays en développement et en transition, auprès du Service des ventes, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse - télécopieur : +41 22 917 0027; courrier électronique : [unpubli@un.org](mailto:unpubli@un.org); Internet : <http://www.un.org/publications>; ou auprès du Service des publications de l'Organisation des Nations Unies, Bureau DC2-853, Two UN Plaza, Dept. PRES, New York, N.Y. 10017, États-Unis d'Amérique - téléphone : +1 212 963 83 02 ou +1 800 253 96 46; télécopieur : +1 212 963 34 89; courrier électronique : [publications@un.org](mailto:publications@un.org). Une version CD-ROM du rapport devrait paraître d'ici à décembre 2000.

**Tableau 1. Évolution de certains indicateurs des IED et de la production internationale, 1982-1999**  
(En milliards de dollars et en pourcentage)

Indicateur	Valeur aux prix courants (en milliards de dollars)			Taux annuel (en pourcentage)		de croissance		
	1982	1990	1999	1986-1990	1991-1995	1996-1999	1998	1999
Entrées d'IED	58	209	865	24,0	20,0	31,9	43,5	27,5
Sorties d'IED	37	245	800	27,6	15,7	27,0	45,6	16,4
Stock d'investissements directs en provenance de l'étranger	594	1 761	4 772	18,2	9,4	16,2	20,1	18,8
Stock d'investissements directs à l'étranger	567	1 716	4 759	20,5	10,7	14,5	17,6	17,1
Fusions-acquisitions internationales	..	151	720	26,4	23,3	46,9	74,4	35,4
Vente des entreprises affiliées étrangères	2 462	5 503	13 564	15,8	10,4	11,5	21,6	17,8
Produit brut des entreprises affiliées étrangères	565	1 419	3 045	16,4	7,1	15,3	25,4	17,1
Actifs totaux des entreprises affiliées étrangères	1 886	5 706	17 680	18,0	13,7	16,5	21,2	19,8
Exportations des entreprises affiliées étrangères	637	1 165	3 167	13,2	13,9	12,7	13,8	17,9
Effectifs employés par des entreprises affiliées étrangères (milliers)	17 433	23 605	40 536	5,6	5,0	8,3	11,4	11,9
<i>Pour mémoire :</i>								
PIB au coût des facteurs	10 611	21 473	30 061	11,7	6,3	0,6	-0,9	3,0
Formation brute de capital fixe	2 231	4 686	6 058	13,5	5,9	-1,4	-2,1	-0,3
Droits et redevances	9	27	65	22,0	14,2	3,9	6,3	0,5
Exportations de biens et de services non factoriels	2 041	4 173	6 892	15,0	9,5	1,5	-1,8	3,0

Source : CNUCED, *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, tableau I.1, p. 2.

Le total mondial des sorties d'IED<sup>4</sup> a progressé de 16 % l'année passée pour s'établir à 800 milliards de dollars. Le Royaume-Uni est devenu le premier pourvoyeur d'investissements à destination de l'étranger en 1999 avec 199 milliards de dollars,

<sup>4</sup> Le total mondial des entrées d'IED ne correspond pas à celui des sorties en raison de certaines discordances dans les données.

dépassant les États-Unis. Les opérations de fusions-acquisitions de grande envergure menées aux États-Unis et la vigueur persistante de l'économie de ce pays en ont fait le premier destinataire d'investissements directs en provenance de l'étranger (276 milliards de dollars, soit près du tiers du total mondial). Les sociétés

transnationales ayant leur siège dans l'Union européenne (UE) ont investi 510 milliards de dollars à l'étranger en 1999, soit presque les deux tiers du total mondial.

Dans le *WIR 2000* 2000, il est indiqué que la monnaie unique de l'UE a intensifié la concurrence en incitant davantage les entreprises à restructurer et regrouper leurs opérations. Les IED à destination du Japon ont enregistré un quadruplement l'année passée pour atteindre le montant record de 13 milliards de dollars. Les IED en provenance de ce pays ont en revanche reculé de 6 %, revenant à 23 milliards de dollars.

Les entrées d'IED en Amérique latine et dans la Caraïbes ont connu une forte augmentation l'année dernière pour dépasser les 90 milliards de dollars alors que le montant cumulé des entrées dans les pays en développement de l'Asie atteignait 106 milliards de dollars. Les flux à destination de l'Europe centrale et orientale et de l'Afrique sont en revanche restés assez faibles avec 21 milliards et 9 milliards de dollars, respectivement. Les IED en provenance de pays en développement ont, quant à eux, presque doublé l'année dernière et atteint 66 milliards de dollars, cette augmentation étant imputable pour moitié à des sociétés transnationales enregistrées aux Bermudes et à hauteur de presque 20 milliards de dollars à des entreprises ayant leur siège à Hong Kong (Chine). (*Pour plus de détails sur les flux d'IED à destination de ces régions, voir les communiqués de presse Nos TAD/INF/2857 à 2860*).

### **Le volume des IED atteint un niveau record, sous l'impulsion des fusions-acquisitions**

L'évolution récente des IED se caractérise surtout par la persistance d'un rythme élevé d'accroissement des fusions-acquisitions. Sur les 20 dernières années, leur taux annuel d'accroissement s'est établi à 42% et la valeur des quelque 24 000 opérations de ce type réalisées en 1999 a atteint quelque 2 300 milliards de dollars. La valeur des opérations internationales de fusion-acquisition (se définissant comme l'acquisition de plus de 10 % du capital social) menées à leur terme est passée de 100 milliards de dollars à 720 milliards entre 1987 et 1999, pour un nombre total de transactions se situant autour de 6 000<sup>5</sup> (tableau 2). Les mégatransactions (portant sur plus d'un milliard de dollars) comptent pour plus de 60 % dans la valeur cumulée des opérations internationales de fusion-acquisition. La plupart de ces mégatransactions

---

<sup>5</sup> Dans le rapport il est indiqué que de nombreuses opérations de fusion-acquisition sont financées pour tout ou partie localement ou donnent lieu à des paiements échelonnés sur plusieurs années, ce qui rend très difficile de comparer avec précision la valeur annuelle des opérations internationales de fusion-acquisition avec le volume des IED sous forme d'investissements en installations nouvelles. Toutefois, il est évident que les fusions-acquisitions occupent une place prépondérante dans les flux entre pays industrialisés et que les acquisitions étrangères prennent également une importance croissante pour les pays en développement.

concernent des entreprises figurant dans la liste des 100 plus grandes sociétés transnationales dressée par la CNUCED (tableau 3).

**Tableau 2. Évolution des opérations internationales de fusion-acquisition  
(ventilées en ventes et achats) par région sur la période 1990-1999  
(En milliards de dollars)**

Région/économie	Ventes					Achats				
	1990	1995	1997	1998	1999	1990	1995	1997	1998	1999
Pays développés	13,4	164,6	234,7	445,1	644,6	143,2	173,7	272	511,4	677,3
<i>Dont :</i>										
Union européenne	62,1	75,1	114,6	187,9	344,5	86,5	81,4	142,1	284,4	497,7
États-Unis	54,7	53,2	81,7	209,5	233	27,6	57,3	80,9	137,4	112,4
Japon	0,1	0,5	3,1	4	15,9	14	3,9	2,7	1,3	9,8
Pays en développement	16,1	15,9	64,3	80,7	63,4	7	12,8	32,4	19,2	41,2
<i>Dont :</i>										
Afrique	0,5	0,2	1,7	0,7	0,6	-	0,1	-	0,2	0,4
Amérique latine et Caraïbes	11,5	8,6	41,1	63,9	37,2	1,6	4	10,7	12,6	24,9
Europe	-	-	-	-	0,3	-	-	-	-	-
Asie	4,1	6,9	21,3	16,1	25,3	5,4	8,8	21,7	6,4	15,9
Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est	4,0	6,3	18,6	15,8	25	3,3	6,6	17,9	6	10,6
Europe centrale et orientale <sup>a</sup>	0,3	6	5,8	5,1	10,3	-	0,1	0,3	1	1,6
Non précisée	4,0	0,1	-	0,7	1,8	0,3	-	0,1	-	-
Monde <sup>b</sup>	150,6	186,6	304,8	531,6	720,1	150,6	186,6	304,8	531,6	720,1

Source : CNUCED, *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, tableau IV.3, p. 108.

<sup>a</sup> Y compris les pays de l'ex-Yougoslavie.

<sup>b</sup> Y compris les opérations ne pouvant être imputées par région.

**Tableau 3**  
**Classement des 10 plus grandes sociétés transnationales du monde**  
**en fonction du montant de leurs avoirs à l'étranger, 1998**  
(Avoirs et ventes en milliards de dollars)

Rang	Société	Pays	Branche	Avoirs à l'étranger	Ventes à l'étranger	Effectifs à l'étranger
1	General Electric	États-Unis	Électronique	128,6	28,7	130 000
2	General Motors	États-Unis	Automobile	73,1	49,9	ND
3	Royal Dutch Shell	Pays-Bas/ Royaume-Uni	Pétrole	67,0	50,0	61 000
4	Ford Motor Company	États-Unis	Automobile	ND	43,8	171 276
5	Exxon Corporation	États-Unis	Pétrole	50,1	92,7	ND
6	Toyota	Japon	Automobile	44,9	55,2	113 216
7	IBM	États-Unis	Ordinateurs	43,6	46,4	149 934
8	BP Amoco	Royaume-Uni	Pétrole	40,5	48,6	78 950
9	Daimler-Benz	Allemagne	Automobile	36,7	125,4	208 502
10	Nestlé SA	Suisse	Aliments/Boissons	35,6	51,2	225 665

Source : CNUCED, *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, tableau III.1, p. 72 à 74.

L'année passée, les entreprises de l'Union européenne sont arrivées en première position - devant les entreprises des États-Unis – en ce qui concerne les achats d'avoirs dans les pays en développement par le biais de fusion-acquisition, le volume le plus élevé ayant été enregistré en Amérique latine. Le total des opérations de fusion-acquisition effectuées par des entreprises étrangères en République de Corée a atteint 9 milliards de dollars en 1999, plaçant ce pays au premier rang des pays en développement d'Asie pour ce type d'opérations.

Le volume des opérations internationales de fusion-acquisition a doublé l'année dernière en Europe centrale et orientale pour atteindre 10 milliards de dollars, la Pologne et la République tchèque étant les pays cibles privilégiés et les entreprises d'Europe occidentale les principaux acquéreurs. Pour ce qui est de l'Afrique, le volume total des IED sous forme d'opérations internationales de fusion-acquisition a été modeste et s'est concentré pour l'essentiel en Égypte, au Maroc et en Afrique du Sud.

Ces dernières années, la privatisation a été le principal instrument employé pour attirer des IED en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, et elle est en progression dans les pays en développement d'Asie. En règle générale, dans les pays de ces régions les opérateurs étrangers participent plus activement aux privatisations que les opérateurs locaux. La majeure partie des 50 plus grandes opérations de privatisation réalisées dans le monde sur la période 1987-1999 l'ont été dans des pays en développement. L'année passée, l'Argentine s'est placée au premier rang avec un volume cumulé de 16 milliards de dollars, alors que l'année précédente c'était le Brésil

avec 20 milliards de dollars.

Pour une analyse de l'évolution du volume des fusions-acquisitions, de leurs déterminants et, en particulier, de leurs répercussions sur le développement, voir le communiqué de presse TAD/INF/2855.

### **General Electric arrive au premier rang des 100 plus grandes sociétés transnationales**

En 1998, le premier rang des 100 plus grandes sociétés transnationales non financières du monde classées en fonction de leurs avoirs à l'étranger est de nouveau revenu à General Electric. La General Motors est passée du quatrième au deuxième rang tandis que la Royal Dutch Shell demeurait au troisième. Peu de changements sont intervenus dans le classement des 10 premières sociétés transnationales : BP Amoco (huitième) a remplacé le Groupe Volkswagen (à présent onzième) et Nestlé (dixième) a permuté avec Daimler Chrysler (neuvième) (tableau 3).

Ce classement frappe avant tout par le peu de changements enregistré d'une année sur l'autre, cette stabilité traduisant la prépondérance des plus grandes entreprises mondiales. Près de 90 de ces 100 entreprises ont leur siège dans la triade que constituent l'Union européenne, le Japon et les États-Unis. Au cours des neuf dernières années, 57 transnationales n'ont cessé de figurer sur cette liste des 100.

En 1998, comme les années précédentes, trois grandes branches se taillent la part du lion dans cette liste : l'automobile; le pétrole; le matériel électronique et électrique. Les entreprises de services d'intérêt public et de télécommunication sont cependant en train de combler leur retard. Du fait de la libéralisation des marchés, elles sont en voie de transnationalisation. Le nombre d'entreprises pharmaceutiques et chimiques figurant dans la liste est revenu de 13 à 8 en 1998, suite au regroupement mondial intervenu dans ces branches - pour l'essentiel par le biais d'opérations successives de fusion-acquisition.

### **Les opérations de fusion-acquisition dans le secteur manufacturier**

Dans le secteur manufacturier, l'année passée les opérations internationales de fusion-acquisition ont surtout concerné des entreprises des branches suivantes : industrie chimique, matériel électrique et électronique, industrie pétrolière. S'agissant des services, ce sont principalement les télécommunications, les services financiers et les services aux entreprises qui ont été concernés.

La CNUCED note que l'importance grandissante des opérations de fusion-acquisition dans le secteur bancaire est imputable à la déréglementation et à la libéralisation ainsi qu'aux pressions concurrentielles induites par la nécessité de faire face aux coûts croissants de la technologie de l'information. Les tendances récentes ont eu pour résultante un mouvement de concentration accrue concernant les grandes banques. Ce sont les entreprises financières qui ont été les acquéreurs les plus agressifs en 1999 aussi bien dans l'Union européenne qu'aux États-Unis, comptant pour le quart dans le total des opérations internationales de fusion-acquisition ladite année.

Le mouvement de regroupement généralisé à l'œuvre dans l'automobile s'est soldé, comme il est indiqué dans le *WIR 2000*, par la restructuration de l'ensemble de ce secteur, un certain nombre de constructeurs fusionnant ou formant des alliances

stratégiques. Ce regroupement est perçu comme nécessaire dans une industrie qui se caractérise par la faiblesse de la demande, des surcapacités et ses répercussions sur l'environnement. Ce regroupement des grands constructeurs a déclenché un mouvement de restructuration de leurs équipementiers par voie d'opérations de fusion-acquisition.

Dans le *WIR 2000*, il est signalé que la nécessité d'entreprendre d'onéreux travaux de recherche-développement tend à favoriser la recherche de synergies dans l'industrie pharmaceutique, où la croissance des grandes entreprises s'est faite par des fusions-acquisitions plutôt qu'en "interne". À la fin de l'année dernière, les cinq plus grandes sociétés transnationales de ce secteur totalisaient 28 % des ventes mondiales de produits pharmaceutiques et les 10 plus grandes 46 %.

Les opérations internationales de fusion-acquisition ont ainsi donné lieu à un certain nombre de mégatransactions dans le secteur des télécommunications des pays développés, alors que dans les pays en développement une place centrale leur est revenue dans les IED effectuées dans le cadre de privatisations de grande ampleur. Des investissements considérables dans le cadre du processus de privatisation des télécommunications ont été récemment signalés dans des pays comme le Brésil, le Pérou, le Venezuela, le Mexique, la République tchèque, le Kazakhstan et l'Afrique du Sud.

### **Les opérations de fusion-acquisition occupent une place dominante dans les flux d'IED entre pays développés**

Les entrées d'IED aux États-Unis se sont accrues de 90 milliards de dollars pour atteindre le total faramineux de 276 milliards de dollars l'année dernière, des sociétés transnationales basées à l'étranger ne relâchant pas leurs efforts pour accéder au marché en croissance rapide de ce pays et tirer parti des avantages en termes de productivité-coûts (tableau 4). L'écrasante majorité de ces entrées d'IED se sont réalisées sous forme d'opérations de fusion-acquisition. Les entreprises britanniques ont été le groupe d'investisseurs le plus important aux États-Unis, l'Union européenne totalisant à elle seule plus de 80 % de la totalité des opérations internationales de fusions-acquisitions effectuées aux États-Unis en 1999. Après le repli enregistré en 1997 puis 1998, les flux d'IED en provenance du Japon à destination des États-Unis se sont chiffrés à 13 milliards de dollars l'année dernière, montant comparable à celui de 1996.



**Tableau 4. Entrées d'IED dans certains grands pays développés en 1998 et 1999**  
(En millions de dollars)

Économie	1998	1999
Pays développés	480 638	636 449
États-Unis	186 316	275 533
Royaume-Uni	63 649	82 182
Suède	19 560	59 968
France	29 495	39 101
Pays-Bas	41 682	33 785
Allemagne	21 163	26 822
Canada	21 705	25 061
Irlande	8 579	18 322
Belgique et Luxembourg	22 691	15 862
Japon	3 192	12 741
Espagne	11 863	9 355
Danemark	6 716	7 454

Source : CNUCED, *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, figure II.2, p. 32.

En 1999, le total des IED à destination des pays développés a atteint 636 milliards de dollars (en hausse par rapport aux 481 milliards de 1998), alors que les IED en provenant se sont élevés à 732 milliards de dollars (contre 652 milliards; tableau 5). Le gros des IED effectués dans les pays développés l'a été sous forme d'opérations internationales de fusion-acquisition; les entreprises d'Europe occidentale ont été particulièrement dynamiques, avec au total 354 milliards de dollars de ventes et 519 milliards de dollars d'achats. Le déséquilibre prononcé entre ventes et achats est pour l'essentiel imputable aux opérations internationales de fusion-acquisition réalisées par les entreprises britanniques concernant des entreprises des États-Unis d'Amérique.

**Tableau 5. IED en provenance de certains grands pays développés en 1998 et 1999**  
(En millions de dollars)

Économie	1998	1999
Pays développés	651 873	731 765
Royaume-Uni	119 018	199 289
États-Unis	146 052	150 901
France	45 471	107 952
Allemagne	91 159	50 596
Pays-Bas	51 373	45 858
Espagne	19 042	35 414
Belgique et Luxembourg	28 845	24 928
Japon	24 152	22 743
Suède	24 365	19 549
Suisse	16 633	17 916
Canada	31 286	17 816
Danemark	3 955	8 214
Norvège	2 546	5 420

Source : CNUCED, *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, tableau II.1, p. 30.

### Grandes tendances de l'Union européenne

Les entreprises du Royaume-Uni ont été le premier pourvoyeur d'investissements étrangers en 1999 avec un volume d'IED s'établissant à 199 milliards de dollars, devant les États-Unis (151 milliards de dollars). La position de l'Union européenne en tant que plus importante source d'IED du monde s'est reconfirmée en 1999, avec une sixième année consécutive de hausse des IED en provenant. Le Royaume-Uni qui a totalisé à lui seul 39 % du total des IED en provenance de l'Union européenne a devancé deux autres grandes économies, la France et l'Allemagne, et les Pays-Bas. Les IED en provenance du Danemark, de France et d'Espagne ont affiché les taux de croissance les plus forts, tandis que ceux en provenance de Finlande, d'Italie et d'Allemagne enregistraient un recul sensible.

L'évolution de l'IED en Europe en 1999 a plus que jamais eu les fusions-acquisitions pour moteur. Les montants des ventes et achats au titre d'opérations internationales de fusion-acquisition se sont accrus respectivement de 83 % et 75 % pour atteindre 345 et 498 milliards de dollars. L'Union européenne a compté pour près de la moitié dans le total mondial des ventes au titre d'opérations internationales de fusion-acquisition et pour 70 % en ce qui concerne les achats; 9 des

10 plus grosses opérations internationales de fusion-acquisition effectuées l'année dernière ont mis en jeu des entreprises de l'Union européenne.

Ces flux internationaux d'IED en Europe découlent en partie du processus en cours d'intégration et de libéralisation à l'œuvre dans une bonne partie de l'industrie européenne. Dans le *WIR 2000*, il est indiqué que même s'il est difficile d'évaluer dans son intégralité l'impact de l'euro sur les IED, la monnaie unique influera sans doute sur la refonte en cours de l'industrie européenne. La monnaie unique contribuera en outre à une transparence accrue des prix et à une intensification de la concurrence en Europe, ce qui poussera davantage encore les entreprises à se restructurer et à regrouper leurs opérations.

### **Accroissement des entrées d'IED au Japon**

L'année passée, le nombre et la valeur cumulés des projets d'investissements étrangers directs au Japon ont enregistré un accroissement sensible. Les flux d'IED en provenance du Japon se sont contractés de 6 % pour revenir à 23 milliards alors que les entrées quadruplaient pour s'établir à 13 milliards. Cette évolution s'explique par la réorientation stratégique des entreprises japonaises qui perçoivent toujours plus les opérations de fusion-acquisition comme un moyen de se revitaliser et de se restructurer. Des mesures récemment prises par les pouvoirs publics ont conforté cette tendance. "Il s'agit d'un revirement aussi remarquable que soudain : voilà quelques années seulement, les investisseurs étrangers jugeaient extrêmement difficile l'accès au Japon", est-il constaté dans le *WIR 2000*.

\*\* \*\*\* \*\*

<p>Ce communiqué de presse est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <a href="http://www.unctad.org">http://www.unctad.org</a>, section presse et référence</p>
--

Pour plus de renseignements, s'adresser à Karl P. Sauvant, Administrateur chargé de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises, CNUCED - tél. : +41 22 907 5707; télécopieur : +41 22 907 0194; courrier électronique : [karl.sauvant@unctad.org](mailto:karl.sauvant@unctad.org); ou bien à Muriel Scibilia, chargée de presse - tél. : +41 22 907 5725/5828; télécopieur : +41 22 907 0043; courrier électronique : [press@unctad.org](mailto:press@unctad.org).